

**MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ET RESEAUX DE
FLUIDES MEDICAUX – POMPES A VIDE – CENTRALES
ANNEXES**

Affaire n°2025_FCS_GHT_016

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Etablissement support du GHT Vendée

CHD Vendée

Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau

85925 La Roche sur Yon Cedex 9

Représenté par son Directeur Général M. Olivier SERVAIRE-LORENZET,
ci-après nommé « CHD Vendée ».

Le présent document comporte **19** pages numérotées de **1** à **19**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	Objet du marché	4
ARTICLE 2 -	Nature du marché	4
ARTICLE 3 -	Allotissement	4
ARTICLE 4 -	Durée du Marché	4
ARTICLE 5 -	Documents contractuels applicables au marché	4
ARTICLE 6 -	Assurances	5
ARTICLE 7 -	Certifications – Normes – Réglementation	5
ARTICLE 8 -	Prix du marché	5
8.1.	Dispositions générales	5
8.2.	Date d'établissement des prix	6
8.3.	Type de prix	6
8.4.	Forme de prix	6
8.5.	Contenu des prix	7
8.6.	Offre promotionnelle	7
ARTICLE 9 -	Conditions de Paiement	7
9.1.	Généralités	7
9.2.	Avance	7
9.3.	Acomptes	8
9.4.	Solde	8
9.5.	Délai de paiement	8
ARTICLE 10 -	Modalités de paiement	8
10.1.	Présentation des factures sous forme électronique	8
10.2.	Présentation des factures sous forme électronique	9
10.3.	Acceptation de la facture par l'établissement	9
ARTICLE 11 -	Modalités d'exécution	9
11.1.	Sécurité et discipline	9
11.2.	Propreté	9
11.3.	Plan de prévention	9
11.4.	Responsabilité du titulaire	9
11.5.	Conditions d'exécutions de la maintenance	10
ARTICLE 12 -	Délais du marché	11
12.1.	Date de début d'exécution des prestations	11
12.2.	Délais d'exécution	11
12.3.	Bons de commande	12
ARTICLE 13 -	Pénalités	12
13.1.	Retard d'exécution – maintenance préventive	12
13.2.	Retard d'exécution – intervention de maintenance corrective/dépannage	12
13.3.	Retard d'exécution – Remise en état après intervention de dépannage / remise en état ...	12
13.4.	Retard d'exécution – Interventions de mise en conformité	12
13.5.	Retard d'exécution – Indisponibilité après Intervention de mise en conformité	13
13.6.	Pénalités diverses	13
13.7.	Modalités d'application des pénalités	13

ARTICLE 14 -	Opérations de vérification, décision à l'issue des opérations de vérification et réception	14
14.1.	Opérations de vérification.....	14
14.2.	Décision.....	14
ARTICLE 15 -	Garanties	14
ARTICLE 16 -	Plan de progrès	14
ARTICLE 17 -	Modifications du marché – Clause de réexamen	15
ARTICLE 18 -	Marchés similaires.....	15
ARTICLE 19 -	Confidentialité et protection des données personnelles.....	16
ARTICLE 20 -	Conditions de résiliation	16
ARTICLE 21 -	Règlement des litiges	17
ARTICLE 22 -	Renseignements complémentaires	17
ARTICLE 23 -	Dérogations au CCAG.....	17
ANNEXE 1	18

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance des installations et réseaux de fluides médicaux, pompes à vide et centrales annexes des établissements du GHT Vendée suivants :

- Centre Hospitalier Départemental de la Vendée – sites de La Roche-sur-Yon, Montaigu et Luçon ("CHDV")
- Centre Hospitalier Loire Vendée Océan – sites de Challans, Saint-Gilles et Machecoul ("CHLVO")
- Hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu ("CHY")
- Centre Hospitalier de Noirmoutier ("CHN")

Pour information, le Centre Hospitalier de Fontenay-le-Comte et le Groupe Public Hospitalier et Médico-social Les Collines Vendéennes de La Châtaigneraie font l'objet d'un marché attribué lors d'une précédente consultation.

ARTICLE 2 - NATURE DU MARCHÉ

Marché composite : principalement ordinaire et comprenant une partie à bons de commande.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

Motif du non allotissement : il ne fait pas l'objet de prestations distinctes

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter **de sa date de notification**.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS APPLICABLES AU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est régi par les documents ci-après, cités par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (établi après attribution du marché) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Décomposition du Prix Global et forfaitaire ;
 - Annexe 2 : Bordereau de prix unitaire
 - Annexe 3 : Le catalogue
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dit CCAG-FCS ci-après ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le plan de prévention par site

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

Le titulaire ne peut pas s'appuyer sur son mémoire technique ou la DPGF pour refuser d'exécuter une prestation prévue dans le CCAP ou le CCTP.

De même, il est tenu de respecter toutes les normes en vigueur et les prescriptions des constructeurs et ne peut pas s'appuyer sur le silence des pièces contractuelles pour s'affranchir du respect de ces dispositions.

Concernant les pièces contractuelles postérieures à la notification du marché, le titulaire accepte expressément de ne pas se prévaloir de ses conditions générales de vente. L'offre technique et financière du titulaire n'est opposable qu'à lui-même.

ARTICLE 6 - ASSURANCES

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance destinée à couvrir l'ensemble des dommages matériels, corporels et immatériels causés pendant la période de mise à disposition et d'essai éventuels des équipements, la livraison, l'installation, la mise en service des installations et pendant l'exécution de toutes les prestations de maintenance, que ces dommages soient causés par son personnel salarié en activité de travail ou par ses préposés ou toute personne dont il se serait attaché le concours.

Il joint à son dossier la copie de sa police d'assurance, le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de demander des garanties supplémentaires s'il s'avère que les garanties offertes sont insuffisantes pour couvrir la totalité des risques.

ARTICLE 7 - CERTIFICATIONS – NORMES – REGLEMENTATION

Le titulaire est tenu de fournir tous les éléments nécessaires à la production de documents à caractère réglementaire.

Tous les appareils doivent être conformes aux normes et réglementations française et européenne en vigueur au moment de la réalisation des prestations de maintenance.

Dans tous les cas où la réglementation l'exige, les éléments installés par le titulaire dans le cadre de ses prestations doivent comporter le marquage CE de l'organisme notifié.

D'une manière générale, le fournisseur indique et communique :

- s'il possède une ou des certifications en fournissant une copie de la (ou des) attestation(s) délivrée(s) par l'organisme certificateur,
- le nom du responsable qualité,
- Les attestations ou certificats CE, délivrés par un organisme notifié dont la désignation couvre spécifiquement la catégorie « **Systèmes de Distribution de Gaz Médicaux** » (**SDGM**), sont exigés pour l'exécution du marché, conformément aux règlements (UE) 2017/745 et 2017/746, modifiés par le règlement (UE) 2023/607.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants éventuels et aux fournisseurs.

Si, à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou jurisprudentielle, les prestations du titulaire du marché sont modifiées et affectent même de façon mineure l'exécution de la prestation, le titulaire s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du présent marché.

Le CHD Vendée ou tout autre établissement membre du GHT Vendée pourra conclure, le cas échéant, un avenant afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8.1. Dispositions générales

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations et fournitures aux conditions de prix figurant aux à l'acte d'engagement et ses annexes.

Les montants maximums de la part de prestation pouvant être commandée par bons de commande sont fixés comme suit pour toute la durée du marché, reconductions comprises :

Etablissement	Montant maximum BDC durée totale du marché en EUROS HT
CHD	50 000 EUR
CHLVO	25 000 EUR
CHY	5 000 EUR
CHN	7 000 EUR

8.2. Date d'établissement des prix

Les prix initiaux sont établis à la date « d'établissement des prix » (Mois Mo) indiqué dans l'acte d'engagement.

8.3. Type de prix

Maintenance préventive :

Les prix hors prestations à bons de commande sont forfaitaires et définitifs.

Chaque période du marché est rémunérée par un prix forfaitaire annuel.

Maintenance corrective et mise en conformité :

Les bons de commande seront passés à prix définitif sur la base des prix unitaires fixés dans le bordereau de prix unitaires ou sur la base de prix catalogue auxquels après application du taux de remise au moins égal au taux indiqué dans cette annexe.

8.4. Forme de prix

Les prix sont révisibles chaque année, à compter de la 2ème année suivant la formule prévue à l'article 8.4.1 infra.

Le titulaire adresse sa demande de révision des prix, accompagnée de la nouvelle décomposition des prix globale et forfaitaire et du nouveau bordereau des prix faisant apparaître le coefficient de révision et son calcul, au moins 2 mois avant la date anniversaire du marché.

Concernant les prix établis à partir du catalogue et après remise, le catalogue est transmis par le titulaire à chaque mise à jour. A défaut de transmission, le titulaire établit ses devis sur la base du catalogue en vigueur.

8.4.1. Formule de variation des prix :

La formule appliquée sera la suivante :

$$P = P_0 \times (0,2 + 0,5 \left(\frac{ICHTrev-TS_1}{ICHTrev-TS_0} \right) + 0,3 \left(\frac{FD_1}{FD_0} \right))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé.

P₀ = prix initial à la date d'établissement des prix mentionnée à l'article 8.2.

ICHTrev-TS₁, FD₁ = dernières valeurs des indices mentionnés à l'article 8.4.1 publiées à la date du 1^{er} octobre.

ICHTrev-TS₀, FD₀ = valeur des mêmes indices à la date d'établissement des prix.

8.4.2. Choix des index de référence

Les indices de références pour la révision des prix faisant l'objet du marché sont les suivants :

- ICHTrev-TS – indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - tous salariés - Industries mécaniques et électriques - base 100 décembre 2008 (identifiant : 0001565183)
- FD – index divers de la construction- FD- Poste Frais divers des bâtiments et travaux publics – base 2010 (identifiant 001711011).

Les indices et index sont consultables sur le site de l'INSEE.

8.4.3. Sous-traitance

Les sous-traitants ne bénéficient pas de la clause de variation des prix, sauf mention contraire dans l'acte de sous-traitance.

8.4.4. Clause de butoir

Le taux de révision annuelle est plafonné à 1%.

8.5. Contenu des prix

Le montant du marché inclut notamment :

- L'ensemble des prestations décrites dans le CCTP,*
- Le coût des pièces détachées nécessaires à l'exécution des prestations (dans les limites fixées au CCTP) ;
- Les frais de main d'œuvre,
- Les matières consommables nécessaires,
- La documentation prévue au CCTP,
- L'accompagnement de l'opérateur chargé de réaliser les contrôles réglementaires,
- les frais de déplacement et d'hébergement des agents du titulaire et de ses éventuels sous-traitants,
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres,
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires,
- La garantie.

Le forfait de maintenance comprend l'ensemble des prestations de maintenance préventive et autres prestations énumérées à l'article VI.1 du CCTP.

Les prestations de maintenance corrective ou de mise en conformité et autres prestations, listées à l'article VI.2 du CCTP sont rémunérées sur la base de devis établis en application des prix unitaires du BPU, ou, le cas échéant, en fonction des prix catalogue auxquels le taux de remise est appliqué.

**Les prestations doivent respecter les normes en vigueur et les prescriptions des constructeurs. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'omissions dans le cahier des charges pour imposer une plus-value.*

8.6. Offre promotionnelle

Le titulaire peut faire bénéficier à l'acheteur public, en cours de marché, des offres de prix promotionnelles sur son BPU ou son catalogue. Le titulaire adresse le tarif promotionnel par tout moyen lui permettant de donner une date certaine ainsi que toutes les précisions utiles suivantes : durée de la promotion, désignation des produits concernés, différence entre le prix du marché et le prix promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché initiaux sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Ces offres de prix ne peuvent s'appliquer qu'à la baisse.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE PAIEMENT

9.1. Généralités

Les paiements dus au titulaire (et au sous-traitant à paiement direct, le cas échéant) au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article qui complète les articles du Titre IX, Chapitre 1^{er} du Code de la Commande publique.

Par dérogation à l'article 11 du CCAG FCS, la demande de paiement peut être remplacée par une facture.

9.2. Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance est effectué en application de l'article 11.1 - option A du CCAG FCS aux taux de 20% pour les PME et de 5% hors PME.

Pour la partie forfaitaire du marché (hors prestations commandables par bons de commande), le titulaire peut bénéficier d'une avance s'il n'y renonce pas.

Pour les bons de commande dont le montant initial est supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, le titulaire peut bénéficier d'une avance s'il n'y renonce pas.

Le titulaire effectue ses demandes de versement des avances à la personne mentionnée en annexe au CCAP.

L'avance est remboursée par précomptes sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du bon de commande ou de la partie forfaitaire du marché.

9.3. Acomptes

Sur sa demande écrite, et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des prestations, le titulaire a droit au versement d'acomptes. La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

Si l'organisme chargé du constat observe que l'avancement réel des prestations ne correspond pas au montant demandé au titre des acomptes, le montant de l'acompte prévu contractuellement pourra être réduit à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel ou de non-conformité des prestations, la date d'ouverture du droit à acompte pourra être repoussée jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

9.4. Solde

Pour la partie forfaitaire, chaque année de maintenance constitue un lot de livraison et un lot de liquidation financière, de même que chaque bon de commande.

Le solde de chaque lot de liquidation financière est payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

Les demandes de paiement de solde sont transmises par le titulaire en un exemplaire à la personne référencée dans les fiches Etablissement.

Le paiement est déclenché après réception et admission de la prestation par l'établissement.

9.5. Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire en exécution de son marché sont payées, par virement administratif, dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception via Chorus Pro de la demande de paiement correspondant.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé majoré de huit points de pourcentage.

Le délai peut être suspendu à la demande de la personne responsable du marché, du titulaire ou du comptable si la facture ou ses annexes présentent des anomalies en interdisant le paiement.

ARTICLE 10 - MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Présentation des factures sous forme électronique

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-5 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro du marché, à inscrire dans la colonne « Numéro de Commande »

- le numéro de SIRET qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture,
- le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture.
- Le numéro et la date du bon de commande, le cas échéant,

Attention : le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est une information essentielle qui permet un traitement des factures dans un délai nominal. L'absence de cette mention ne permet pas au service en charge de la liquidation de la facture de retrouver cette facture sur le portail CHORUS-PRO. En conséquence, le délai de paiement peut être impacté en l'absence de cette mention.

Ces informations sont données pour chacun des établissements en annexe 2 au CCAP.

10.2. Présentation des factures sous forme électronique

Le paiement des factures est effectué par virement administratif par le Trésorier Principal des Hôpitaux selon les modalités de l'article R2192-11 du code de la commande publique.

10.3. Acceptation de la facture par l'établissement

L'établissement vérifie, et rectifie éventuellement, la facture en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et le notifie au Titulaire en cas de désaccord sur le montant ou les fournitures et/ou prestations facturées.

Le non-respect des dispositions relatives à la facturation entraîne le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Si le Titulaire ne dispose pas d'un compte bancaire en France, les frais de virement sur un compte à l'étranger sont à sa charge.

ARTICLE 11 - MODALITES D'EXECUTION

11.1. Sécurité et discipline

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter :

- la discrétion à l'égard des hospitalisés qu'il serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement,
- l'application du règlement intérieur de l'établissement, des consignes d'hygiène et de sécurité.

Les personnels du titulaire peuvent être amenés à interrompre leur activité ou celle de l'équipement s'ils considèrent, soit que les conditions de travail dans lesquelles ils opèrent, soit que l'état de fonctionnement ou de propreté de l'équipement constitue un risque pour la sécurité. Dans ce cas ils en informent aussitôt le service concerné.

11.2. Propreté

Le titulaire est tenu de rendre en fin de toute intervention, des locaux dans l'état de propreté tel qu'à son arrivée.

11.3. Plan de prévention

Le titulaire établit un plan de prévention annuel qu'il transmet avec son planning annuel.

11.4. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de réaliser une prestation conforme réalisée selon les clauses du présent marché. A ce titre, il doit obtenir le résultat demandé (cf. CCTP) avec les moyens qu'il a choisis.

D'autre part, en cas de non respect des prescriptions du marché ou en cas de faute, la responsabilité civile et/ou pénale du titulaire pourra être engagée.

11.5. Conditions d'exécutions de la maintenance

L'ensemble des dispositions figurent au CCTP.

11.5.1. Définition des prestations de maintenance

La maintenance préventive consiste en un ensemble de mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies. L'entretien préventif vise à maintenir le matériel dans un état de fonctionnement optimum en lui permettant de conserver ses qualités d'origine. Cet entretien doit être exécuté conformément aux indications de la notice constructeur.

La maintenance corrective est définie comme l'ensemble des opérations de maintenance effectuées après une défaillance. Elle intervient après la survenance d'une panne ou d'un dysfonctionnement et consiste à en rechercher l'origine, à en diagnostiquer la cause et à en assurer la remise en état de fonctionnement notamment par sa réparation (maintenance corrective) ou son remplacement total ou partiel (maintenance curative).

11.5.2. Les obligations générales

Le titulaire doit notamment assurer dans le cadre des opérations de maintenance :

- la fourniture de la documentation utilisateur en langue Française et la documentation technique complète,
- l'avertissement au service concerné de sa présence dans les locaux du CHD Vendée ou de tout autre établissement membre du GHT Vendée,
- la complétude des différents rapports d'interventions avec l'ensemble des informations (durée de garantie de l'intervention, durée de garantie des pièces, ...),
- la remise en état de tout bien éventuellement détérioré lors des opérations de maintenance,
- la télémaintenance lorsqu'elle est possible,
- l'assistance technique téléphonique,

11.5.3. Modalités d'intervention

Avertissement :

Le titulaire doit, pendant toute la durée d'exécution des marchés, informer sans délai le CHD Vendée, établissement support du GHT Vendée et/ou l'établissement membre du GHT Vendée destinataire de la prestation de tout évènement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi, ou la garantie des prestations objet du présent marché.

Le titulaire exécute l'ensemble des prestations de maintenance selon les modalités décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les équipements en état de fonctionnement (maintenance et entretien exécutés conformément aux exigences réglementaires et spécifications constructeur). Toute dégradation constatée sera à la charge du titulaire pour remise en état.

11.5.4. Exécution des interventions correctives

La maintenance corrective vise à remettre en état de fonctionnement un matériel qui, du fait d'une panne, n'est plus en état d'assurer, en tout ou partie, le service auquel il est destiné.

Elle comprend notamment :

- Tous les frais de réparation : main d'œuvre, fourniture de pièce, déplacement sur site ou prise en charge en atelier, transport, appel à sous-traitant
- Le support technique et l'assistance téléphonique (hors assistance de 1er niveau comprise dans le forfait de maintenance préventive)

Ce dépannage doit être exécuté conformément aux consignes de la notice constructeur et ne sera considéré comme terminé que lorsque le matériel aura retrouvé ses qualités et fonctionnalités d'origine.

11.5.5. Paramètres d'exploitation et mesure des résultats

Les équipements sont considérés comme non disponibles si les arrêts de fonctionnement sont ceux de nature courante et exclusivement imputables à une défaillance des matériels.

La période d'arrêt commence dès la réception de l'appel par le titulaire du marché (hors jours fériés).

La période d'arrêt cesse avec le retour à un fonctionnement normal de l'équipement.

Sont exclues du calcul du temps de disponibilité :

- les heures d'arrêt pendant lesquelles le titulaire ne peut intervenir pour des raisons incombant au à l'établissement membre du GHT concerné ;
- les heures d'immobilisation du matériel pour des interventions non incluses dans le marché ;
- les heures d'immobilisation dues à des travaux concernant l'environnement des équipements (travaux de génie civil notamment) et dont la mise en œuvre reste de la responsabilité de l'établissement membre du GHT concerné.

ARTICLE 12 - DELAIS DU MARCHÉ

12.1. Date de début d'exécution des prestations

Le début d'exécution des prestations est fixé à la date de notification du marché.

Les durées prévues au marché s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants).

12.2. Délais d'exécution

Pour la maintenance préventive :

Les visites de maintenance ont lieu aux dates planifiées en accord avec l'établissement.

La planification de la maintenance préventive a pour objectif de programmer à l'avance les interventions de maintenance afin de s'assurer de la disponibilité de l'ensemble des compétences (technicien formé...) et des moyens (outils, kits pièces...) en tenant notamment compte des contraintes réglementaires, des préconisations constructeur. Cette planification est réalisée par le titulaire en lien avec le service concerné.

La maintenance préventive de l'ensemble des installations doit être achevée 2 mois avant chaque fin de période de 12 mois.

La réalisation de la maintenance préventive doit respecter scrupuleusement la périodicité préconisée et les tolérances admises par le constructeur. En l'absence d'information précise de la part du constructeur sur la tolérance applicable au respect de la périodicité, le titulaire n'est pas autorisé à dépasser la périodicité de la maintenance préventive.

En cas de dépassement de la périodicité de maintenance préventive préconisée par le constructeur sur le dispositif médical concerné, le titulaire serait seul responsable de ce dépassement et de l'ensemble des conséquences qui peuvent en découler.

Pour la maintenance corrective :

Le titulaire s'engage formellement à respecter les délais suivants à compter de toute demande d'assistance, qu'elle soit formulée **par écrit ou téléphoniquement** :

- **Demande standard** : Intervention au bout de 6 heures ouvrées après la 1ère demande d'intervention écrite ou téléphonique.
- **Demande formalisée par bon de commande (BC)** : lorsque la demande d'intervention est déclenchée par l'émission d'un bon de commande, le délai d'intervention en heures ouvrées applicable est expressément mentionné sur ledit bon de commande. Le titulaire s'engage à respecter ce délai contractuellement.

- Délais de remise en état : 2 jours ouvrés à compter du début de l'intervention

Mises en conformité et autres prestations :

- 20 jours à compter de la réception du bon de commande, sauf délai différent indiqué dans le bon de commande.

12.3. Bons de commande

En ce qui concerne la part de prestations commandables par bons de commande, celle-ci s'étend sur la durée du marché, reconductions éventuelles comprises. Cette durée s'entend comme période de validité pendant laquelle il est possible d'émettre des bons de commande. Il est possible d'émettre des bons de commandes pendant toute la période de validité. La durée d'exécution des commandes passées dans le cadre du présent marché ne pourra excéder 3 mois à compter de la date de fin de période de validité susmentionnée. Les commandes notifiées pendant la période de validité seront exécutées jusqu'à leur terme.

ARTICLE 13 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités ci-après :

13.1. Retard d'exécution – maintenance préventive

Si le délai entre deux maintenances préventives dépasse la périodicité définie par le constructeur, ou si le délai indiqué à l'article 12.2 du CCAP n'est pas respecté, le titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de :

$$P = 300 \times S$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité en €.

S = nombre de semaine de retard (semaine entamée due)

13.2. Retard d'exécution – intervention de maintenance corrective/dépannage

Les délais d'intervention de dépannage sont indiqués à l'article VII.3.3 du CCTP.

En cas de retard, le titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de :

$$P = 150 \times H$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité en €

H = nombre d'heures de retard (heure entamée due)

13.3. Retard d'exécution – Remise en état après intervention de dépannage / remise en état

Les délais d'intervention de dépannage et de remise en état sont indiqués à l'article VII.3.4 du CCTP. En cas de retard, le titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de :

$$P = 150 \times J$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité en €

J = nombre de jours de retard (jour entamé du)

13.4. Retard d'exécution – Interventions de mise en conformité

Le délai d'intervention des mises en conformité est indiqué à l'article VII.3.6 du CCTP.

En cas de retard, le titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de :

$$P = 150 \times J$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité en €

J= nombre de jours ouvrés de retard (jour entamé dû)

13.5. Retard d'exécution – Indisponibilité après Intervention de mise en conformité

Si le délai d'indisponibilité indiqué à l'article VII.3.6 est dépassé, des pénalités sont calculées, par application de la formule suivante :

$$P = 100 \times H$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en €

H = nombre d'heures de dépassement de l'indisponibilité tolérée

13.6. Pénalités diverses

En complément de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et sur simple constat, des pénalités pour manquement aux obligations suivantes :

Obligations	Montant des pénalités
Demande de documents (autorisations de commercialisation, certifications en cours de validité, attestations d'assurance, attestations fiscales ou sociales...)	30 € par jour calendaire de retard à compter du 1 ^{er} jour de retard suivant délai indiqué dans la demande
Remise des comptes rendus	30 € par document manquant à compter du 1 ^{er} jour de retard

13.7. Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables du seul fait du constat par l'établissement d'un retard ou d'un manquement du Titulaire au regard de ses obligations, sans mise en demeure préalable. Il appartient au Titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le Titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le Titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

Leur paiement n'exonère pas le Titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis de l'établissement.

L'établissement peut en outre réclamer au Titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du Titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes annuel du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 14 - OPERATIONS DE VERIFICATION, DECISION A L'ISSUE DES OPERATIONS DE VERIFICATION ET RECEPTION

14.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications sont de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou son représentant. Elles se déroulent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS sous réserve des dispositions ci-après :

- Maintenance préventive :

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, l'établissement dispose de toute la période pour effectuer les contrôles des prestations.

Si lors des contrôles, il est constaté que le titulaire a effectué des prestations partielles ou non conformes, il est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue au marché.

Le versement du solde est suspendu à l'exécution complète des prestations conformes et d'un nouveau contrôle (prévu au chapitre 14.2)

Le versement des acomptes ne vaut pas admission. En cas de rejet des prestations, le titulaire pourra être amené à rembourser les acomptes perçus.

- Maintenance corrective et mises en conformité :

À l'issue de chaque intervention, la conformité de l'intervention est vérifiée. Suite à ce contrôle, un rapport de vérification, détaillant l'installation et les vérifications effectuées, est rédigé par le titulaire du marché. Ce document est signé par le responsable technique du site et le titulaire du marché, en indiquant la mention "CONFORMITÉ" ou "NON CONFORMITÉ" pour l'échantillonnage contrôlé.

Pour toute modification d'installation, les travaux sont réceptionnés par le pharmacien conformément à l'article IV.2 du CCTP et aux normes en vigueur.

14.2. Décision

L'admission des prestations est prononcée par l'établissement et fait l'objet d'une décision qui servira de point de départ aux garanties.

En application de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la décision de d'admission peut être notifiée par voie dématérialisée. La date d'envoi du mail valant date de notification.

ARTICLE 15 - GARANTIES

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 - PLAN DE PROGRES

Un plan de progrès est une démarche contractuelle qui vise à améliorer la performance, la productivité et la qualité du marché.

Il s'agit de définir des objectifs partagés entre le titulaire et le représentant de l'acheteur public portant sur des points clefs d'amélioration et d'établir ensemble un plan d'action annuel intégrant les conditions de réussite, les contraintes et les acteurs concernés.

Le titulaire peut présenter, à chaque établissement ou à l'établissement support, à tout moment du marché, une proposition pour la mise en place d'un plan de progrès.

Il peut porter sur :

- Volet technique et qualitatif : prestations optimisées (en termes de fréquences, de matériels et consommables utilisés, etc.) et ne contrevenant pas à l'obligation de résultat
- Volet social : dispositifs mis en place au bénéfice des personnels du titulaire ;
- Volet économique : réduction du montant des prestations forfaitaires.

Le plan de progrès reste soumis à la validation de l'acheteur public.

Si sa mise en œuvre entraîne la modification de dispositions contractuelles, elle fait l'objet d'un acte modificatif en application de l'article 17 ci-après.

ARTICLE 17 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des modifications du marché autorisées par les articles L.2194-1 2° à 6° et R. 2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié en application de l'article L.2194-1 1° et R.2194-1, dans les situations et selon les modalités suivantes :

- Révision des prix : suivant modalités définies à l'article 8.4 infra.
- Cession du marché sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial
 - Le nouveau titulaire fournit : copie du jugement ou équivalent, Kbis ou équivalent, documents permettant de justifier des mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, pièces administratives exigées pour les attributaires.
 - Un acte modificatif (avenant) sera établi entre le nouveau titulaire, l'ancien titulaire, sauf s'il a disparu, et le pouvoir adjudicateur.
- Augmentation du montant maximum pouvant faire l'objet de bons de commande dans la limite de 25%.
- Suppression/ajout d'un matériel à maintenir ou de pièces détachées :
 - Impacts sur forfait de maintenance préventive :
 - Variation < à 5% :
 - Pas de modification du montant forfaitaire
 - Mise à jour de la liste des matériels adressée par l'établissement au titulaire par tout moyen
 - Variation > ou = à 5% :
 - Établissement d'un acte modificatif (avenant) entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur après présentation d'un devis par le titulaire ;
 - Impacts sur bordereau des prix unitaires :
 - Suppression de prix unitaires :
 - Pas de modification immédiate du bordereau de prix unitaire
 - Ajout de prix unitaires :
 - Établissement d'un acte modificatif (avenant) entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur après présentation d'un devis par le titulaire ;
- Installations de protoxyde d'azote :

Le protoxyde d'azote (N²O) ayant vocation à être supprimé, chaque établissement signifiera sa suppression au titulaire. Le nouveau montant forfaitaire sera établi par voie d'avenant, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.
- Mise à jour du catalogue : Le titulaire peut transmettre son catalogue après chaque mise à jour. Il est approuvé par tout moyen par l'acheteur et se substitue au catalogue initial au titre des pièces contractuelles.
- Modifications induites par la mise en œuvre du plan de progrès prévu à l'article 16 ci-avant.

ARTICLE 18 - MARCHES SIMILAIRES

Le CHD Vendée, établissement support du GHT Vendée, se réserve la possibilité de réaliser des marchés similaires au titre de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 19 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS : Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant des données à caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers non autorisé. Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 25 mai 2018.

Les données personnelles communiquées dans les documents contractuels seront essentiellement utilisées pour assurer le traitement des candidatures. Elles seront conservées ensuite dans un fichier informatisé strictement accessible au seul personnel de notre administration.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation de publication des données essentielles des marchés publics conformément à l'article R.2196-1 du code de la commande publique)
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, le CHD Vendée s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires et appropriées. Le titulaire du marché devra respecter les règles de proportionnalité, de minimisation (réduire au maximum la quantité de données traitées dès le départ) et de limitation de la conservation des données, assurant ainsi que seules les données pertinentes définies par l'acheteur seront traitées au sein de l'offre au regard des objectifs poursuivis et sous le contrôle des seules personnes habilitées.

Tout sous-traitant ayant accès à des données concernées par le RGPD (Règlement Européen de protection des Données), doit présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre d mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement.

Les politiques de protection des données sont définies sur les sites internet des établissements :
Centre Hospitalier Départemental de la Vendée (LRSY, Luçon, Montaigu) : <https://www.chd-vendee.fr/politique-de-protection-des-donnees>
Centre Hospitalier Loire Vendée Océan : <https://www.ch-lvo.fr/politique-de-confidentialite/>
Hôpital de Noirmoutier : <https://www.hopital-noirmoutier.fr/politique-de-confidentialite>
Hôpital Dumonté de l'Ile d'Yeu : <https://www.hopital-yeu.fr/politique-de-confidentialite>

ARTICLE 20 - CONDITIONS DE RESILIATION

Le titulaire ne peut céder l'un des marchés, en tout ou partie, sans l'autorisation de l'acheteur sous peine de résiliation. L'acheteur se réserve le droit d'effectuer une résiliation de plein droit en cas de force majeure ou de disparition du titulaire du contrat.

Le marché pourra faire l'objet d'une ou plusieurs résiliations partielles.

En complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié pour les motifs suivants :

- Changement de caractéristiques non validé par l'acheteur,

- Si la mise en demeure d'apporter toute correction nécessaire à un dysfonctionnement, adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, reste sans effet.
- En cas d'arrêt d'exploitation des équipements (à la date d'arrêt d'exploitation),
- En cas de non-respect de la réglementation, et des préconisations constructeur en matière de maintenance et de sécurité.
- Perte de certification ou de marquage CE

La résiliation effectuée dans les conditions précisées ci-dessus n'ouvre pas droit à indemnisation. Tout litige pouvant entraîner une résiliation du marché fait l'objet d'un avertissement notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. L'acheteur se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation prévue au présent marché aux frais du titulaire défaillant et, le cas échéant, d'introduire contre lui un recours en dommages et intérêts.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire.

ARTICLE 21 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par le code de la commande publique et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

ARTICLE 22 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les coordonnées des référents techniques et financiers sont indiquées dans les fiches Adhérent en annexe.

ARTICLE 23 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Articles du CCAG auquel il est dérogé
5	4.1
9.1	11
13	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
14.1	28
20	38 et 42

A la Roche-sur-Yon, le **21 NOV. 2025**

Le Directeur Général du CHD Vendée
Etablissement support du GHT Vendée
O. SERVAIRE-LORENZET

CHD VENDEE
Olivier SERVAIRE-LORENZET
Directeur général

I- CONTEXTE RELATIF AUX GROUPEMENTS HOSPITALIERS DE TERRITOIRE

En application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé, un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé est consacré : les groupements hospitaliers de territoire. Chaque établissement public de santé doit s'intégrer dans un groupement hospitalier de territoire (GHT) à partir du 1^{er} juillet 2016 et au plus tard le 1^{er} septembre 2016. Le GHT ne possédant pas la personnalité juridique, la loi dispose qu'un établissement support sera désigné par une convention constitutive du GHT qui assurera pour le compte des établissements parties les quatre fonctions suivantes :

- La stratégie, l'optimisation et la gestion commune d'un système d'information hospitalier convergent (SIH)
- La gestion d'un département de l'information médicale de territoire (DIM)
- Les achats
- La coordination des instituts et des écoles de formation paramédicales du groupement hospitalier de territoire et des plans de formation continue et de développement professionnel continu des personnels des établissements parties.

La mutualisation des achats regroupe notamment la planification et la passation des marchés. Ainsi, le présent projet de procédure concourt à la mise à place progressive d'une fonction « achat » mutualisée et la gestion commune d'un système d'information hospitalier.

II- FORME JURIDIQUE DE LA MUTUALISATION

Le CHD Vendée est désigné établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Vendée.

A ce titre et en application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 et de son décret d'application du 27 avril 2016, la fonction achat des établissements partie au Groupement Hospitalier de Territoire est déléguée à l'établissement support.

La fonction achat comprenant notamment la planification et la passation des marchés publics, le Centre hospitalier Départemental de Vendée en application des articles L.2113-2, L213-3 du Code de la Commande Publique exerce les opérations de passation de marchés publics mais uniquement au bénéfice des établissements partie au Groupement Hospitalier de Territoire.

II-1- Membres du GHT Vendée

Les établissements publics de santé partie au Groupement Hospitalier de Territoire sont les suivants :

- CHD Vendée
- CH Loire Vendée Océan
- L'hôpital de Noirmoutier
- L'hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu
- CH Côte de Lumière
- CH Fontenay le Comte
- Groupe Public des Collines vendéennes
- CH de santé mentale Georges Mazurelle

II-2- Compétences et missions dévolues à l'établissement support et aux établissements parties

Le CHD Vendée assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

A ce titre, il est compétent en phase de passation du marché pour :

- Analyse et consolidation des besoins
- Elaboration de la politique d'achat et des stratégies d'achat
- Passation des marchés publics (publication, modification du Dossier de Consultation des entreprises, négociation avec les candidats, choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, notification des courriers de rejet et de pré-attribution, signature du marché, notification du marché)
- Litiges au stade de la passation du marché (marchés subséquents inclus)
- Passation, négociation et signature des modifications de marchés signées après le 1^{er} janvier 2018
- Passation des marchés subséquents

Les autres compétences relèvent des établissements parties.

A ce titre, les établissements parties sont compétents en phase d'exécution pour :

- Emission des bons de commande
- Application des pénalités
- Règlement des litiges au stade de l'exécution des bons de commande et marchés subséquents
- Notification des ordres de service
- Contrôle de l'exécution et vérification du service fait
- Paiement du cocontractant
- Elaboration du décompte
- Gestion des mémoires en réclamation
- Décisions de reconduction/non-reconduction
- Décisions de résiliation
- Révision des prix
- Liquidation et mandatement des factures
- Gestion des déclarations de sous-traitance intervenues en cours d'exécution de marchés